

Écolo, après trois ans d'une législature sans retour

En septembre 1999, *La Revue nouvelle* consacrait un dossier complet au parti Écolo. Les verts venaient d'accéder au pouvoir après un succès électoral sans précédent dans toute l'Union européenne. Trois ans plus tard, il est sans doute trop tôt pour effectuer un bilan exhaustif de l'aventure. On peut cependant tenter une esquisse. Une esquisse résolument engagée qui cherche à mettre en relation le positionnement d'Écolo vis-à-vis de la crise du fonctionnement démocratique, de la question des convergences à gauche et des nouveaux débats institutionnels qui s'annoncent.

PAR BENOÎT LECHAT

La FN., Francorchamps et puis, cerise sur le gâteau, la monarchie. À quelques encablures de la fin de la législature, Écolo multiplie les coups de « tabac » politico-médiatiques. « Les verts sont les fossoyeurs de la Belgique. » Le verdict n'est pas asséné comme tel, mais il constitue le message subliminal qui est donné à l'opinion dans chacun de ces dossiers. Et parfois on ne sait pas ce qui est le plus menacé. La Belgique ou la Wallonie ? Les deux se mélangent étrangement dans un imaginaire collectif marqué par le déclin. À écouter ce message subliminal, c'est comme si l'action des verts se résumait à remettre en question les symboles d'un pays qui en a déjà vu partir tant d'autres et qui s'y raccroche avec la rage du désespoir contre une classe politique dont la seule ambition semble de les détruire. Dans ce récit, qui n'est pas produit comme tel, mais qui se retrouve en filigrane dans certains traitements médiatico-politiques, les verts ne sont plus ceux qui apportent le renouveau ou qui préparent l'avenir. Ils incarnent plutôt une figure d'un monde politique qui serait coupé de sa population, obsédé par la haine de l'automobile et par le renforcement de son pouvoir (contre la monarchie). Autrement dit, dans un pays qui se méfierait depuis toujours

du politique et qui adorerait la voiture, les épisodes de ces derniers mois ont fait jouer aux verts un rôle peu enviable. Il leur serait pourtant trop commode de crier au complot. La priorité doit plutôt être de tenter de comprendre pourquoi ces dossiers et l'utilisation politique qui en est faite ne constituent que l'écume d'une recomposition plus profonde. Une recomposition dont Écolo est autant l'acteur que le révélateur.

LE « GOUVERNER AUTREMENT » À L'ÉPREUVE DE LA PARTICIPATION

Les verts sont entrés dans les gouvernements en juillet 1999 avec l'ambition de démontrer qu'ils ne se contentaient pas seulement de poser les bonnes questions mais qu'ils apportaient aussi les bonnes réponses, selon la formule de Jean-Marc Nollet. Le constat des impasses auxquelles avaient mené les années d'austérité budgétaire, la critique des dysfonctionnements de l'appareil public effectuée par le mouvement blanc, la prise de conscience de la dégradation de l'environnement et de l'ampleur de la malbouffe, la persistance des tensions communautaires, la confusion des intérêts publics et partisans mise en lumière par les scandales Agusta et Dassault... tout cela avait donné un terrible coup de vieux aux majorités sociale-chrétienne/socialiste. Même s'il est difficile d'objectiver ce genre de perceptions, il ne fait guère de doute qu'en Belgique, la fin des années nonante aura sans doute porté à son paroxysme l'impression d'une classe politique éloignée des citoyens, incapable de se renouveler, feignant de vouloir se maintenir au pouvoir coûte que coûte et asservissant les projets et les idéologies à une volonté de contrôle permanent des leviers de la décision publique. Rien de vraiment surprenant dès lors qu'en juin 1999, Écolo ait été identifié par une partie croissante de l'électorat comme une alternative susceptible de tirer la classe politique vers la prise en compte et la résolution des problèmes de société jusque-là largement négligés. Cette alternative, Écolo a eu pour objectif de la construire non seulement à travers la réalisation de son programme au sein des coalitions auxquelles il participait. Mais également à travers une tentative de renouveler la forme de l'action politique que désigne dans le jargon vert le projet du « gouverner autrement ».

Au-delà d'un slogan de moralisation de la vie politique, le projet du « gouverner autrement » (scellé dans la déclaration du 29 mai 1999) a constitué une tentative ambitieuse de réconciliation de la société civile et du monde politique. Il s'est agi rien moins que de proposer une solution à la crise de la représentation que traversent toutes les démocraties occidentales. Une crise qui, sous des formes diverses, se caractérise par la baisse de l'engagement, la méfiance par rapport aux élus, le recul et la diversification des adhésions idéologiques. Pour lutter contre ces troubles des démocraties modernes, le « gouverner autrement » s'est proposé d'approfondir la démocratie en complétant la représentation parlementaire et gouvernementale par une participation de plus en plus grande de la société civile (organisée ou non) au débat public. Cette démarche a été au centre des États généraux de l'écologie politique qui, de 1997 à 1999, ont permis à Écolo de refondre et d'élargir complètement son programme grâce à l'organisation de septan-

te-cinq forums de débat ouverts à la société civile et aux associations. La formule lancée par Écolo a d'ailleurs connu des épigones. Il n'y a quasiment pas un parti démocratique francophone qui n'ait depuis 1999 tenté de présenter sa formule de retrouvailles avec la société civile. La preuve a été ainsi faite qu'au-delà des arguments de marketing politique, toutes les formations politiques sont travaillées par la question de la représentation. Pour ce qui nous concerne ici, l'essentiel n'est pas de savoir si les imitations étaient supérieures à l'original, mais de voir comment les liens tissés dans le cadre des États généraux de l'écologie politique (Egep) ont traversé l'exercice du pouvoir.

Sur ce point, force est de reconnaître que l'exercice fut loin d'être facile, de nombreux dossiers manifestant une tension forte entre les revendications des associations et les compromis imposés par une coalition rassemblant des partis aux programmes et aux intérêts peu convergents. La distinction entre le rôle de l'exécutif et celui du parti fut également l'objet d'un apprentissage parfois douloureux. Mais au bilan, les verts seront quand même parvenus à lancer quelques formes nouvelles de participation comme les États généraux de la sécurité routière organisés à l'initiative de l'Association des parents des victimes de la route, comme la réforme de l'Awiph ou encore le lancement des plans communaux de déplacement. Autant d'initiatives qui ont montré que l'implication de la société civile et des associations pouvait être un facteur puissant de déblocage des processus de décision. Mais la pratique n'en est encore qu'à ses balbutiements. Elle reste éminemment problématique dans un pays caractérisé par sa complexité administrative et institutionnelle et par la multiplicité de ses acteurs sociaux et culturels. Surtout, pour que la démocratie participative puisse fonctionner correctement, c'est-à-dire pour que les citoyens, les associations et les politiques puissent contribuer ensemble à la préparation de la décision politique — tout en laissant celle-ci aux représentants démocratiquement élus —, il faut qu'ils puissent reconnaître qu'ils discutent dans un espace public unifié fondé sur des valeurs et des objectifs communs, ce qui est de moins en moins le cas dans la Belgique contemporaine.

Pour Écolo, le « projet du gouverner autrement » s'appuyait aussi sur les vertus d'une démocratie interne particulièrement poussée. L'évaluation rigoureuse des participations gouvernementales a ainsi mobilisé de très importantes énergies au sein du parti. Au point que certains représentants ministériels ont été tentés de rappeler qu'avant de vouloir gouverner autrement, il fallait d'abord « gouverner tout court ». La formule, certes lapidaire, illustre en tout cas assez bien la difficulté d'un exercice de navigation entre les impératifs du contrôle démocratique par les militants et les contraintes du fonctionnement politique belge... De même que la mobilisation d'énergies qu'une telle navigation requiert. Car pour les ministres et les membres des cabinets verts (où les membres du parti sont minoritaires), la participation a d'abord été l'expérience de la lourdeur, de la complexité et de la pesanteur du processus décisionnel belge. Une lourdeur et une complexité que les États généraux de l'écologie politique avaient somme toute peu prises en considération. Bien loin des débats libres de 1997 (lancement des Egep), la participation verte se découvre mieux dans *Le Pouvoir enchaî-*

né d'Alain Eraly¹. La multiplication des étapes de consultation, la longueur des concertations dans un État fédéral dépourvu de hiérarchie des normes, sans parler de l'attitude généralement peu constructive de partenaires gouvernementaux d'abord soucieux d'empêcher que les verts ne marquent des points, expliquent sans aucun doute le succès qu'a rencontré l'ouvrage du directeur de l'Institut de sociologie de l'U.L.B. dans les cabinets verts. Ceux-ci y ont retrouvé les échos de leurs vicissitudes quotidiennes. La confrontation avec des administrations parfois largement politisées par leurs prédécesseurs a également amené les verts à s'interroger sur les limites de leur refus obstiné de succomber à la tentation du lotissement. Mais en dehors des organes de contrôle des entreprises et des organismes publics où il a été jugé normal que chaque parti, et donc Écolo également, prenne sa part de la représentation démocratique, les verts ont obstinément défendu la ligne d'une gouvernance publique impartiale indispensable à la restauration de la légitimité de l'action publique.

LA SYNTHÈSE FRAGILE DE L'EXIGENCE ET DU COMPROMIS

L'exigence démocratique interne a également donné quelques accents parfois dramatiques à la participation, particulièrement au moment de confrontation sur certains grands enjeux comme la politique aéroportuaire, la réforme de la politique d'asile, le refinancement des Communautés ou l'avenir de la S.N.C.B. Pour Écolo, jusqu'en mars 2002 au moins, la question de la sortie du gouvernement est restée d'actualité tant en raison de sa critique des politiques gouvernementales qu'en raison des résistances rencontrées par ses projets. Mais au fur et à mesure de l'avancement de la législation, un certain consensus s'est développé autour de la participation, reconnue comme une étape nécessaire au développement du parti, de son expérience, de son expertise et de sa faculté d'agir en profondeur sur la société. Ce consensus a même fini par réunir de manière implicite les tenants d'une ligne dure, très critiques sur le bilan de l'arc-en-ciel, et les défenseurs pragmatiques d'une participation permettant de s'engager sur la voie de réformes fondamentales. Des réformes qui à défaut de produire des changements irréversibles (toute loi peut être changée par une autre loi) produisent des changements importants comme la sortie du nucléaire, la régularisation des sans-papiers, le refinancement des Communautés (même si ce ne sera assurément pas le pactole) ou la mise en place d'une politique de mobilité et de sécurité routière, quasiment inexistante jusque-là. Entre la volonté d'obtenir « hic et nunc » les mesures requises par le projet de l'écologie politique et le souci de construire progressivement les alliances et les compromis nécessaires à son accomplissement, une sorte de synthèse dynamique s'est élaborée, même si ce ne fut pas sans risques et sans grincements.

Un équilibre toujours précaire s'est construit entre deux modes à la fois concurrents et complémentaires de l'engagement politique d'Écolo. Entre,

¹ Lire le compte rendu de ce livre dans *La Revue nouvelle*, octobre 2002.

d'une part, l'exigence due aux objectifs et à l'urgence des enjeux et, d'autre part, la construction des compromis indispensables à leur réalisation. N'en déplaise à ceux qui jugent le fonctionnement du parti vert « anarchique » et « irresponsable », c'est à sa tradition soigneusement entretenue de débat qu'Écolo doit la conservation de cet équilibre. Un fonctionnement qui alterne la passion de la discussion, le plaisir collectif de faire de la politique et les lenteurs, voire les lourdeurs de la démocratie procédurale (« on parle jusqu'à ce qu'on trouve un accord, puis on le soumet à l'instance qui n'a pas été encore consultée »). Peu férus de fonctionnement pyramidal, les verts pratiquent la délibération en réseau. Ce n'est peut-être pas de nature à susciter l'enthousiasme des masses. Ce n'est peut-être pas toujours des plus efficaces, surtout quand vos partenaires disposent, eux, de modes de décision ultrahiéérarchisés. Cela met parfois les négociateurs en difficulté et cela donne du pouvoir aux émotions et à l'utilisation simplificatrice qui peut en être faite. Mais cela permet aussi d'arriver à une perception assez fine des rapports de force et de ne pas trop s'illusionner sur sa capacité à bouleverser le cours des choses, tout en préservant un niveau élevé d'exigence politique.

Une telle pratique du « gouverner autrement » impliquant le contrôle, l'évaluation quasi permanente, ainsi que le développement de processus participatifs nourrissant la décision publique du dynamisme des associations est-elle de nature à réellement « débloquer la société » comme l'ambitionnait et l'ambitionne encore Écolo ? Il serait évidemment particulièrement hasardeux de répondre à cette question de manière tranchée. Si les verts ont mis à l'agenda politique des problèmes qui avaient été négligés jusque-là (développement durable, refinancement des fonctions collectives, meilleure gouvernance publique...), s'ils ont lancé des pratiques nouvelles, s'ils ont défendu, dans tous les dossiers sociaux et fiscaux, les positions les plus redistributrices au sein de l'arc-en-ciel, il serait sans doute quelque peu présomptueux de croire que leur simple présence a permis à « la société » belge de surmonter tous ses blocages. Le bilan de la participation des verts ne doit susciter ni exaltation ni modestie exagérée. Tant en termes de changements des pratiques de pouvoir que de résultats politiques. Faut-il pour autant s'arc-bouter sur la conviction qu'Écolo à lui seul ne peut atteindre son objectif d'un développement durable, solidaire et citoyen ? Tel est l'enjeu du débat sur les Convergences de gauche qui à partir de la mi-2002 a progressivement remplacé au sein d'Écolo celui de la participation.

CONSOLIDATION STRATÉGIQUE DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE OU ÉTAPE VERS LA RÉALISATION DE L'ÉCOLOGIE POLITIQUE ?

C'est notamment par une appréciation très critique des résultats de l'arc-en-ciel que Jacques Beauduin a justifié la dynamique des Convergences de gauche. « Verhofsadt I n'a débloqué et réformé la société qu'à la périphérie des grands enjeux », écrit-il dans sa carte blanche « Premiers pas d'une nouvelle gauche » (parue dans *Le Soir*). Selon lui, la présence des verts a certes permis de lancer de grands débats de société et a promu des changements structurels dans une série de domaines jusque-là laissés en jachère, mais la persistance de l'axe privilégié M.R.-P.S. en a réduit le rythme et l'impact.

Faut-il pour autant se persuader que la mise en œuvre de convergences à gauche, c'est-à-dire la conclusion d'une série d'engagements communs à défendre en cas de négociation gouvernementale, sans promesse d'union dans la prochaine coalition, permettra d'inverser la vapeur et améliorera le bilan écologiste d'une éventuelle prochaine participation ?

Il n'est pas aisé de répondre à cette question tant la réflexion à ce sujet est brouillée par les considérations sur la configuration future que prendrait le paysage politique francophone. Bipolarisation droite-gauche traditionnelle au sein de laquelle Écolo ferait à la fois office d'appoint et d'aiguillon de la social-démocratie ou tripolarisation voyant le M.R., le P.S. et Écolo fonctionner dans une dynamique alternant concurrences et complémentarités ? Le choix est essentiellement fonction des lectures qui sont faites des évolutions respectives de la social-démocratie et de l'écologie politique. Si une réponse peut être trouvée, c'est non seulement en s'efforçant de cerner les mobiles des acteurs de la partie qui est en train de se jouer. C'est aussi en tentant de décrypter les évolutions qu'ils traversent.

Ceux qui ont suivi attentivement les trois dernières années des relations entre le P.S. et Écolo n'auront pas manqué d'être frappés par le changement de ton intervenu dans le chef des leaders socialistes à l'égard des verts. Comment en effet a-t-on pu passer du mépris souverain affiché par un Philippe Moureaux à l'égard d'Écolo en 1999 aux préventions réciproques manifestées depuis quelques mois ? Plusieurs facteurs ont assurément concouru à cette évolution. Les premières années de la participation des verts, leur combativité, leurs allures de « village gaulois résistant à l'envahisseur » ont amené le P.S. à comprendre que ce succès de 1999 n'était pas seulement conjoncturel et qu'en tout cas, tout conflit frontal avec les verts tournait plutôt à l'avantage de ces derniers, tout au moins symboliquement. Le succès d'Écolo aux élections communales a renforcé cette conviction. D'autant qu'en Région bruxelloise, ce succès a débouché sur la constitution de majorités alternatives sans les libéraux et cela, dans des communes aussi emblématiques que Bruxelles-Ville, Ixelles ou Molenbeek... Le P.S. a sans doute également compris que son alliance avec le M.R. laissait à Écolo un boulevard, en lui concédant presque l'intégralité du monopole de l'image de la modernité et de la jeunesse...

En arrivant à la tête du P.S., Elio Di Rupo a compris assez vite l'enjeu d'une reconquête de ce qu'on appellera par commodité « le leadership symbolique sur la gauche ». L'entreprise fut rondement menée : organisation des Ateliers du Progrès, multiplication des rencontres avec les altermondialistes. Les intellectuels autoproclamés comme Claude Demelenne qui avaient dénoncé en mai 2001 un Écolo « valet de la droite » ont pu se pâmer devant la transmutation du « socialisme du possible » en « socialisme rebelle » et dénoncer la soi-disant trahison des idéaux de la gauche par les verts.

L'entreprise fut accélérée au lendemain de l'échec de la gauche aux élections françaises, le 1^{er} mai permettant au président du P.S. de lancer son appel à la constitution d'un pôle des gauches. La politique de la main tendue remplaçait le persiflage (« on n'entend pas la même chose dehors que

dedans »), cette main tendue permettait aussi d'infantiliser avec une certaine condescendance le côté « insoumis » d'Écolo tout en donnant des gages de responsabilité et de respectabilité à une opinion publique pas toujours en phase avec les propositions novatrices des verts.

Le moins que l'on puisse constater c'est que la proposition dirupienne surprit Écolo ou que tout au moins elle l'atteint sans qu'il ait eu vraiment l'occasion d'en débattre. Pourtant, le débat était d'une certaine manière inscrit dans les astres. Et en tout cas dans les pages de *La Revue nouvelle*, qui dans son numéro spécial consacré à Écolo en septembre 1999 permettait au futur secrétaire fédéral Jacques Beauduin de poser d'emblée la question de savoir si Écolo « sera(it) un parti d'appoint ou (s'il) pourra se profiler comme axe de recomposition d'une nouvelle gauche ». Pour mieux comprendre le débat qui a déchiré le parti et qui a débouché sur le départ de Jacques Beauduin du secrétariat fédéral, il est intéressant de rappeler comment celui-ci esquissait déjà les tendances qui pouvaient émerger des élections de 2003 et les positionnements éventuels qui en découleraient. Trois scénarios étaient identifiés. Le premier situait le parti vert en axe central de la nouvelle gauche. Le deuxième était celui de l'effondrement électoral au sortir de la participation et le troisième voyait Écolo devenir le nouveau P.S.C., parti moyen normalisé mais isolé et ayant renoncé « à sa stratégie de politisation de la société ». Surtout, le premier scénario comportait deux variantes. L'une tablait sur un Écolo « petit parti moyen » entre 15 et 20 %, « en attente de la rénovation à terme d'un P.S. autour de 30 % dont il pourrait être le catalyseur » et l'autre pariant sur un Écolo à 20 % disposant d'une capacité réelle de reconfigurer autour de lui toute la gauche. Le choix à effectuer serait alors entre les rôles de l'éperon et celui de la monture emportant sur son dos une nouvelle gauche et notamment une démocratie chrétienne détachée du P.S.C.

Pour ce qui concerne l'actualité des convergences, le débat sur cette alternative reste encore aujourd'hui largement ouvert. Mais on doit se demander si la fonction de catalyseur de la rénovation du P.S., pour utile qu'elle puisse apparaître, ne doit pas être résolument considérée comme secondaire. Et qu'avant d'entrevoir à quelles conditions les Convergences pourraient annoncer ce que Jacques Beauduin a appelé la « cristallisation d'un nouveau bloc social et culturel majoritaire », il ne serait pas bien plus utile de ne pas cantonner l'écologie politique dans le rôle d'aiguillon de la social-démocratie.

Le menu des Convergences montre en tout cas que les écologistes n'ont pas à « rougir » du chemin qu'ils sont parvenus à faire parcourir par le P.S., même si on serait curieux de voir ce qu'il en adviendrait dans un éventuel programme gouvernemental.

Et il importe de comprendre que si les engagements pris en commun vont aussi loin sur les conditions d'une recherche de l'égalité et de la durabilité du développement, c'est certes grâce au dialogue approfondi mené par les sherpas qui ont travaillé à l'élaboration du document des Convergences, mais c'est aussi en raison de la plasticité de la social-démocratie contempo-

raîne sans laquelle un tel document aurait été sans doute impensable il y a une dizaine d'années encore. Comme l'a expliqué Gerassimos Moschonas dans *La Revue politique* du mois d'octobre 2002, la social-démocratie est devenue « une force cohésive et équilibrée: elle associe le profil idéologique et programmatique de loin le plus attrape-tout de toute l'histoire social-démocrate au format sociologique de loin le plus attrape-tout de son cheminement historique ». En Wallonie et à Bruxelles comme dans toute l'Europe, plusieurs changements structurels ont affecté les partis socialistes. Le P.S. les a traversés avec ses spécificités certes, mais sans y faire réellement exception. Il y a tout d'abord le renoncement progressif à la défense d'une économie mixte associant État producteur et État régulateur; même si en Wallonie, les intercommunales et la S.R.I.W. restent des acteurs économiques de tout premier rang, mais davantage sous la forme d'un héritage à gérer que d'un projet d'avenir. Il y a ensuite la montée des classes moyennes salariées dans l'électorat socialiste, la classe ouvrière wallonne et bruxelloise ayant subi de plein fouet l'impact des crises des années septante et quatre-vingt, sans avoir pour autant délaissé massivement le P.S. Il y a enfin une faculté de compromis relativement plus développée sur les objectifs de redistribution et qui n'est pas étrangère à l'élargissement de son électorat.

ÉVITER LE RETOUR DE L'AXE CLABECQ-MELLERY-BIERSET-FRANCORCHAMPS

La reprise dans le texte des Convergences d'une série de mesures chères aux écologistes comme le relèvement des minimums sociaux, le renforcement de la sécurité sociale et des fonctions collectives, notamment via l'instauration d'une taxe CO₂ indispensable à toute politique de préservation de l'environnement, témoignent en tout cas de l'intérêt et de l'ampleur de la démarche. Mais il ne faut pas non plus se leurrer sur le fait que l'opération s'inscrit aussi dans le cadre d'une consolidation du P.S. et d'une volonté de conserver une assise électorale la plus large possible. À la différence du secrétariat fédéral d'Écolo, le premier président du P.S. élu au suffrage universel pourra en tout cas s'appuyer sur une tradition de discipline héritée du temps où le parti était le prolongement politique de la classe ouvrière. Une tradition qui s'accommode fort bien aujourd'hui d'une certaine culture managériale. Comme le dit encore G. Moschonas « la nouvelle social-démocratie très marquée par la culture managériale, l'esprit pragmatique et le sens des réalités, possède une intelligence très subtile du rapport de forces. Et, par voie de conséquence, une grande capacité de rebondir ».

Du côté écologiste, tout doit en tout cas être mis en œuvre pour éviter tout risque de dépendance structurelle à l'égard du P.S. La rénovation de la social-démocratie est d'abord l'affaire des sociaux-démocrates. Quant à la rénovation de la gauche, elle n'a de chance réelle d'aboutir que si Écolo, poursuivant son rôle modernisateur continue de s'engager plus avant dans l'approfondissement de la démocratie et de son propre projet de développement durable. Un développement durable qui ne se résume pas à assurer dans le présent l'équilibre entre l'économique, le social et l'environnement, mais un développement durable au nom duquel les verts s'engagent pour

« une solidarité au cube » avec les générations futures. C'est cette conception radicale qui continue de heurter de front les adeptes de la maxime « Pas de développement durable sur un désert économique », ces défenseurs de « l'axe Clabecq-Mellery-Bierset-Francorchamps » bien identifié par Donat Carlier dans le bilan de la législature wallonne en 1999. Au-delà des convergences, les divergences continuent de se faire jour entre, d'une part, ceux qui pensent qu'il faut créer en Wallonie de la richesse presque à n'importe quel prix, même au risque de voir les investissements publics ainsi consentis un jour rejoindre d'autres cieux et, d'autre part, les tenants d'une économie wallonne moderne, respectueuse de l'environnement, qui se projette dans l'avenir de la société de la connaissance et qui fait lentement son deuil du modèle de la grande industrie. Même s'il y a sans doute bien des compromis nécessaires et souhaitables entre ces deux visions, c'est là qu'aujourd'hui, plus que nulle part ailleurs, se situe la vraie ligne de partage.

Depuis le début de la participation, Écolo s'est placé à la pointe de l'action pour le progrès collectif: en se battant pour le refinancement des compétences communautaires, combien cruciales pour le redéploiement de la Wallonie et de Bruxelles, en inventant une politique de mobilité absente jusque-là en Belgique, en imposant partout où il en avait les moyens des règles de meilleure gouvernance publique. Cet engagement a beaucoup souffert de la concurrence de gauche. Comme toute concurrence, elle doit être régulée. Mais pour y parvenir, Écolo doit développer une identité fière et renforcer son assise électorale. C'est le meilleur vaccin contre les tentations d'hégémonisme et de conservatisme auxquelles le P.S. a quelque mal à résister. C'est aussi le meilleur remède pour l'empêcher de passer des compromis trop larges avec la famille libérale. Une famille libérale qui, si elle a soutenu certaines réformes indispensables à une meilleure gouvernance au fédéral et en Wallonie (sans toujours résister aux sirènes de la politisation), semble aujourd'hui plus que jamais dominée par une conception de l'action gouvernementale qui se résume dans l'art de baisser les impôts.

LES CONVERGENCES ET LES NOUVEAUX DÉFIS COMMUNAUTAIRES

Quelles alliances au Nord pour les convergences au Sud? Jusqu'à présent, il est frappant de constater à quel point la discussion sur les rapprochements à mener du côté francophone a été menée sans réellement tenir compte du fait que toute coalition fédérale est nécessairement dépendante des coalitions qui peuvent voir le jour de l'autre côté de la frontière linguistique. Écolo a montré qu'il ne négligeait pas cette dimension en rappelant avec force le caractère privilégié de son alliance préélectorale avec Agalev. Mais les plus ardents défenseurs des Convergences qui spéculent sur une éviction du M.R. de la coalition francophone et sur son remplacement par le C.D.H., à la manière de ce qui s'est passé à Bruxelles-Ville, oublie apparemment un peu vite qu'un tel scénario n'a de sens que si on tient compte du parallélisme qu'il faudra éventuellement prévoir du côté flamand. C'est un peu, hélas, une constante des débats sur l'avenir de la gauche que de faire presque complètement l'impasse sur les alliances qu'il faudra réaliser avec

les partis flamands en vue de la constitution d'un gouvernement fédéral. Comme si finalement, l'enjeu du débat sur la « gauche grande et belle » était davantage qu'une question politique, un alibi identitaire voire religieux chargé de nous faire oublier que les francophones sont minoritaires en Belgique. En l'occurrence, si les Convergences ont pour résultat de ramener au pouvoir le C.D.&V., il y a là une conséquence imprévue et pas forcément agréable dont il faudra bien tenir compte. Ne fût-ce qu'en raison de tous les risques de « restauration d'une Belgique d'avant-hier » dominée par une famille sociale-chrétienne flamande jouant à la fois sur le contrôle de l'État fédéral et sur sa mise au service des intérêts flamands. On rétorquera sans doute que le tournant clairement confédéral du V.L.D. n'est pas des plus rassurants non plus pour les francophones. Certes, mais à tout prendre, il vaut sans doute mieux faire crédit à l'ambition clairement réformatrice et modernisatrice d'un Guy Verhofstadt qu'à un C.D.&V. dont l'emprise sur l'appareil d'État n'a pas été radicalement remise en question par quatre années d'opposition.

D'abord mises au frigo au début de la législature, les réformes institutionnelles ont connu une nouvelle accélération avec les accords du Lambermont. Si on n'entrevoit pas encore vraiment, du côté francophone, l'impact réel qu'aura l'approfondissement de l'autonomie fiscale sur les marges de manœuvre dont disposeront les politiques publiques en région wallonne, il faut bien dire que les partis flamands n'ont pas énormément avancé dans la réalisation du programme contenu dans la note bissextille approuvée en 1999 par le parlement flamand. La communautarisation des soins de santé et des allocations familiales, la régionalisation du rail qui restent au menu flamand menacent de conséquences bien plus lourdes. La gauche francophone semble en tout cas avoir compris qu'elle n'avait pas intérêt à minimiser ces enjeux tant ils sont susceptibles d'anéantir ses projets redistributifs et d'engager le monde francophone de la santé sur la voie d'une austérité au regard de laquelle les années de plomb qu'a traversées l'enseignement francophone risquent de ressembler à une agréable promenade de santé...

Écolo a commencé à prendre les devants sur ces questions. Par l'alliance avec Agalev qui rappelle le caractère fédéral de la sécurité sociale (quel parti francophone peut-il en dire autant?). Par les convergences avec le P.S. qui dessinent les bases d'un front francophone dans la perspective d'une nouvelle confrontation institutionnelle. Mais il reviendra également à Écolo de préparer les difficiles débats communautaires et leurs implications sur la Wallonie que ne manqueront pas de susciter la mise en œuvre du Plan Climat et la répartition régionale des efforts à mener pour réduire les émissions de gaz à effet de serre. Ici aussi les arbitrages s'annoncent délicats entre la nécessaire adaptation des industries grosses productrices de CO₂ et leur pérennité dans un ancien sillon industriel wallon pas encore remis du choc des années septante et quatre-vingt. Ici aussi, les verts devront s'inscrire à contre-courant d'une certaine passivité francophone, qui consiste à subir les évolutions plutôt que de les anticiper.

LES TEMPORALITÉS CONFLICTUELLES DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE LA DÉMOCRATIE

L'affaire Francorchamps, comme l'affaire royale, en l'occurrence le vote d'une motion prônant la mise en place d'une monarchie purement protocolaire par l'assemblée générale d'Écolo, auront permis aux partis traditionnels de surfer sur les angoisses du changement pour tenter d'en rendre responsables les écologistes. Quoi de plus visible qu'un grand prix de formule 1, même si son annulation en 2003 ne signifie pas la mort de l'économie wallonne? Quoi de plus visible et de plus symbolique que l'institution monarchique? Même quand sa réforme n'est pas une priorité verte, dans un État dont les bases institutionnelles ne cessent d'évoluer, oser vouloir un jour moderniser une institution qui rassure sur la pérennité de la Belgique, c'était sans doute prendre un risque qui n'a pas été réellement mesuré quant à son impact médiatique. Or, c'est la proposition qui a retenu l'attention parmi les centaines qui ont été approuvées par l'assemblée générale du 24 novembre. Des propositions autrement plus ambitieuses et lourdes de conséquences pour la société pourtant. Il y a là comme une forme d'amertume du destin sur lequel il convient de ne pas se lamenter, pour tenter d'en approcher le ressort fondamental. En l'espèce, on doit se demander si Écolo ne subit pas de plein fouet le télescopage du temps court de la démocratie contemporaine et du temps long qu'impose la prise en compte de notre responsabilité à l'égard des générations futures. C'est le même télescopage auquel on a assisté en septembre 2000 quand les verts ont dû résister aux pressions en faveur d'une réduction des accises sur le diesel des routiers à une époque où les cours du pétrole flambaient. L'obstination écologiste à refuser cette réduction a heurté les défenseurs du pouvoir d'achat à court terme et il a été particulièrement difficile de faire comprendre qu'il fallait arrêter la croissance d'un transport routier qui est déjà responsable de près de 30 % de la production de CO₂. Autrement dit, il est plus facile de faire le lien entre l'interdiction de la publicité pour le tabac et l'annulation d'un grand prix de formule 1 qu'entre l'évolution de la mobilité et celle du réchauffement climatique.

Pourtant, les prises de conscience sont en cours. Elles sont même souvent plus rapides dans la population que dans la classe politique. Mais elles doivent encore être accélérées et il faut continuer de les relayer au plan politique. L'enjeu pour Écolo dans les années qui viennent sera de poursuivre le chantier de contagion culturelle qu'il a entrepris depuis les États généraux de l'écologie politique. Ce travail doit compléter l'action politique qu'il mène dans les gouvernements. Inversement, il doit capitaliser l'expérience et l'expertise accumulée dans les participations. C'est d'abord à ces conditions que doit se poursuivre l'action des verts pour tenter de « débloquer la société », c'est-à-dire pour lui rendre une certaine capacité à agir sur elle-même.

Benoît Lechat

(L'auteur travaille au cabinet de la vice-Première ministre Isabelle Durant. Il s'exprime ici à titre strictement personnel.)